

La liberté de presse, un droit et non pas un cadeau du politicien

Et si j'étais Présidente de la
RD Congo ?
Pages 15-16

Le Souverain



Journal de promotion de la démocratie avec la femme

Mars/Avril 2011 - N°67

16 pages - 900 FC

Editorial



Rebondir !

Oui, le Congo a voté dans une certaine confusion. Les allégations de fraudes et d'irrégularités étaient attendues, tant le processus enflammait toutes les passions avant, pendant et après les présidentielles et législatives d'octobre 2011.

Une révision constitutionnelle aussi opportuniste qu'inattendue avait instauré au tournant de l'année un scrutin présidentiel à un seul tour. La société civile avait été évincée de la CENI. Les incertitudes du calendrier et les suspicions sur le fichier électoral portaient la tension à son comble. Les appels aux incivilités de certains leaders auraient pu embraser tout le pays.

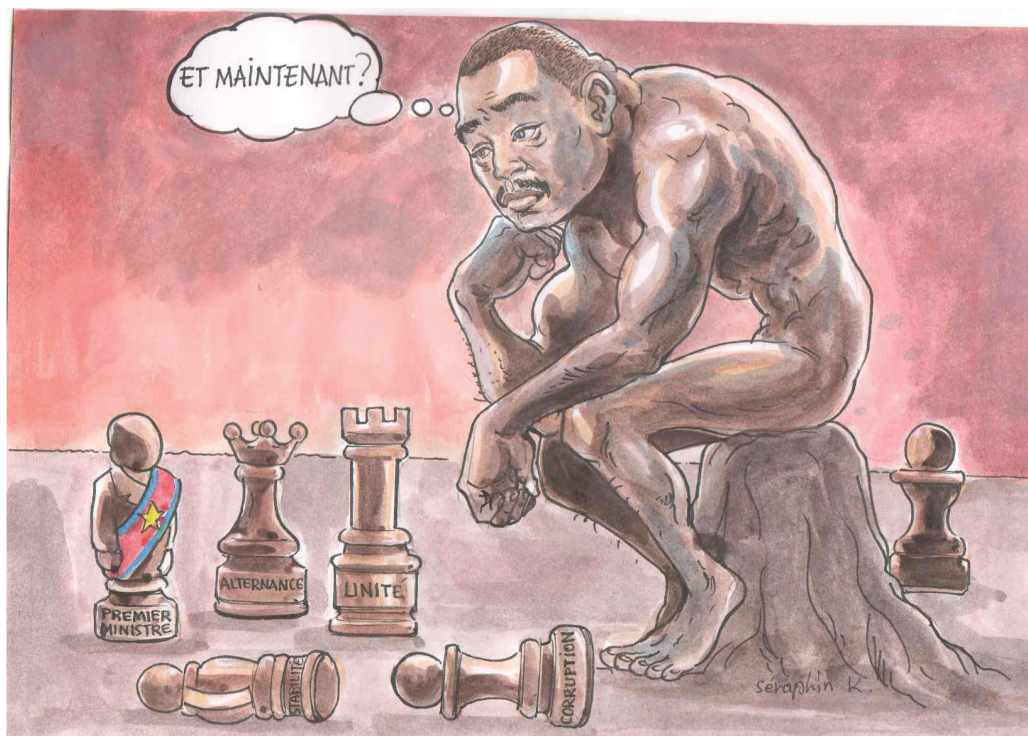
De son déroulement à la proclamation des résultats par la Cour suprême de Justice, le processus électoral congolais était, selon l'appréciation de certaines missions d'observations, en dessous des standards réalisés lors des récents processus électoraux sur le continent africain...

Et, si ces élections chaotiques nous révélaient simplement quelques vérités essentielles sur nous-mêmes ? La jeunesse de notre démocratie et de ses institutions. L'impréparation d'une majeure partie des acteurs politiques et de la société civile. La fragilité de nos partis politiques fondés davantage sur l'ambition de leurs leaders que sur de véritables projets de société. Mais aussi, la passion et l'impatience des Congolais pour la démocratie.

Les Congolais aspirent à une gouvernance qui garantisse enfin la prospérité et la justice dans un état fort et social.

C'est toute l'espérance qu'il convient de placer dans les dernières étapes des élections à venir: les élections provinciales, locales et municipales. Dans l'immédiat, il s'agit de rendre sa gouvernabilité au Congo, de rebondir pour éviter l'enlisement d'une crise de légitimité suicidaire. Et se remettre au travail pour répondre aux attentes et aux demandes légitimes des Congolais.

Le Souverain



Etienne Tshisekedi

Crépuscule d'un patriarche ?



Les élections présidentielles et législatives de novembre 2011 représentaient sans doute la dernière occasion pour Etienne Tshisekedi de jouer un rôle central dans l'histoire de la RD Congo. Le déroulement chaotique de l'ensemble du processus électoral et le discrédit qui fragilise les institutions en ce début de législature n'ont pas nécessairement profité au patriarche de l'opposition congolaise. Les divisions internes et la fragmentation des forces politiques congolaises, l'absence de stratégie claire et d'alliances consistantes n'ont pas permis à l'opposition de créer les rapports de forces qui lui soient favorables. Sa campagne électo-

rale l'a amené presque dans tous les recoins de la RD Congo. Le plus souvent dans le sillage de son jeune concurrent, le président sortant, Joseph Kabila Kambange. Hasard du calendrier ou volonté de défier son adversaire sur la défensive, fragilisé par un bilan en demi-teinte, voir décevant aux yeux d'une partie des congolais? ●●●

(Lire la suite p.4)

Ce journal est publié avec le soutien de :



Fausses notes des élections en RDC

sous la loupe d'un congolais de la diaspora

Qu'est-ce que je pense de cette situation postélectorale ?

Le ton qui domine aujourd'hui était déjà donné le 15 janvier 2011 quand sénateurs et députés nationaux réunis en congrès avaient adopté une modification de la Constitution ramenant l'élection présidentielle de deux tours à un seul tour. Les députés de l'opposition avaient boycotté la session ce jour-là ! Le gouvernement Muzito et la MP avaient avancé comme alibi les difficultés financières qui ne permettraient pas l'organisation d'un scrutin à deux tours. La RDC comptait aussi sur d'autres partenaires pour financer ces élections, et d'ailleurs l'Union Européenne (UE) avait clairement dit qu'elle était prête à aider au financement même en cas de deux tours (cf. www.rfi.fr du 25 janvier 2011). A dire vrai, la MP et le gouvernement de la RDC avaient peur d'un second tour qui aurait vu la défaite de son candidat. Et puis, un second tour impliquait aussi un débat contradictoire entre les deux finalistes, débat qui devait être transmis en direct à la radio et à la télévision. On se souvient bien qu'en 2006 Kabila avait refusé de s'y soumettre face à Jean-Pierre Bemba. Un autre mauvais point de départ était l'exclusion du vote des Congolais résidant à l'étranger, de peur d'un vote sanction vu leurs nombreuses voix critiques.

L'avant campagne

Une campagne officieuse avait commencé bien avant le lancement officiel de la campagne électorale. Joseph Kabila utilisait les moyens de l'Etat : avion, radio, télévision. Etienne Tshisekedi sillonnait quelques coins du pays pour sensibiliser. Vital Kamerhe s'évertuait à prêcher l'urgence d'une candidature commune de l'opposition. Malheureusement l'attitude du vieux Tshisekedi n'a pas été celle de la sagesse, encore moins celle du rassem-

bleur de l'opposition. Il s'était précipité pour s'autoproclamer le candidat de l'opposition. Il n'était pas question de négocier ; les autres n'avaient qu'à se rallier à lui, ce qui a probablement frustré le chantre de la candidature unique de l'opposition. Et pourtant cette idée était bien appréciée par une bonne partie des Congolais. Il fallait l'unité de l'opposition pour une alternance au pouvoir.

La campagne électorale

Du 28 octobre au 26 novembre 2011, la campagne électorale a été émaillée de beaucoup de violences. La MP s'est réservée les gros moyens, y compris ceux de l'Etat, sans oublier de nouvelles promesses mensongères. La population, y croyait facilement alors que celles de 2006 n'ont pas encore été réalisées : dans les fameux « cinq chantiers » de 2006, on avait promis des autoroutes, il n'y en a aucune à l'heure actuelle ; l'électricité, on vit au rythme de délestages ; l'eau, même en ville des gens vont puiser de l'eau à la rivière ; le taux de chômage connaît une croissance rapide.

Quant à l'opposition, elle restait divisée, et certaines déclarations du vieux Tshisekedi laissaient à désirer. Ses propos n'avaient pas de quoi attirer les électeurs neutres et sans parti politique qui voulaient un changement à la tête du pays. En réalité, par son refus de l'unité, ou, pour le dire autrement, par ses divisions, l'opposition renonçait au pouvoir, de sorte que l'on puisse même se demander si les opposants n'avaient pas été utilisés par Kabila pour disperser les voix ! Rien n'est impossible en RDC, surtout avec l'argent !

L'élection présidentielle

Le 28 novembre 2011, beaucoup d'irrégularités ont été observées lors des élections couplées présidentielle et législatives. Ces élections ont été très mal organisées en comparaison avec celles de 2006. Beaucoup d'électeurs

se sont rendus au vote, même si on aurait souhaité que le taux de participation fût plus élevé que de 58%.

Le 9 décembre 2012, le pasteur Ngoy Mulunda, président de la Ceni, a proclamé Kabila vainqueur avec 48,95%, suivi de Tshisekedi 32,33%. Ces résultats sont très contestés, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Apparemment, il y a eu un manque de sérieux dans le travail fait par la Ceni. Et pourtant on voit mal comment un si grand kabiliste pouvait proclamer autre chose que la victoire de son ami. Et l'entourage de Kabila allait-il laisser perdre son champion ? Pourtant, après coup, l'on peut se dire que le camp Kabila n'aurait même pas besoin d'organiser les fraudes qu'ont lui imputé tant l'opposition s'était déjà fragilisée. Dans cette élection à un seul tour, Kabila devait sortir vainqueur.

Deux présidents

L'opposition ne reconnaît pas les résultats donnés par la Ceni. Quelques partisans de l'opposition ont voulu manifester, mais ces velléités furent vite étouffées par la police et l'armée. Elles n'ont cependant pas pu empêcher quelques pillages dans certains quartiers de Kinshasa et ont tué 6 personnes, selon la radio okapi.

L'opposition, d'une seule voix a proclamé Tshisekedi vainqueur. Malgré les efforts diplomatiques de certaines ambassades pour le convaincre d'accepter les résultats des urnes. On a ainsi deux présidents.

La situation a un temps été explosive. Tshisekedi, qui avait manqué de sagesse dans ses paroles tout au long de la campagne électorale, semble vouloir calmer le jeu. Il n'est pas impossible que les propos de la Cour Pénale Internationale (CPI) aient fait réfléchir le vieux, vu son avertissement à l'égard de ceux qui se seraient rendus coupables de crimes contre l'humanité. Car on sait que certains Congolais croupissent déjà dans les cellules de la Haye mais que jusqu'ici ●●●

●●● la CPI ne s'est encore jamais intéressée au camp Kabila...

Une médiation africaine ou internationale?

Selon la radio okapi, l'opposition aurait demandé une médiation internationale. Elle aurait écrit au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à l'Union Africaine (UA), à l'Union Européenne, etc. Ces organisations n'ont pas le droit de rester en spectateurs face à la situation explosive de la RDC pour se présenter en sauveur après des dégâts.

Selon RFI, Kabila ne souhaiterait déjà pas d'une médiation africaine parce qu'il existe une structure de règlement de contentieux électoraux en RDC. Mais en réalité, toutes ces structures qui existent en RDC dans le sens des élections sont de tendance kabiliste... Pourquoi alors une médiation africaine ? Surtout si l'on sait l'Union Africaine a échoué dans beaucoup de médiations : Côte d'Ivoire, Lybie, etc. Et que pourraille d'ailleurs proposer ? Elle ne peut pas demander à la CSJ de revenir sur les résultats des élections. Elle ne peut pas non plus demander à Tshisekedi d'accepter la défaite et d'attendre 2016 pour se représenter à la magistrature suprême. Une voie qui pourrait apaiser les esprits serait la solution qui est à la mode dans ce genre de conflits : proposer la primature au principal opposant. Si les deux camps acceptaient une telle solution, la RDC pourrait espérer traverser cette période de turbulence sans trop de secousses. Mais, la cohabitation Kabila-Tshisekedi serait certainement un mariage pas facile, du genre « je t'aime, moi non plus ». Les deux ont des conceptions très différentes de la gestion du pouvoir. Et pourtant leurs diversités, si elles sont bien gérées, pourraient aider la RDC à redémarrer...

Les puissances occidentales

Souvent les grandes puissances occidentales ne sont pas innocentes dans ce qui se passe dans nos pays afri-

cains. Sans l'avouer clairement, elles ont leur candidat, et dans le cas qui nous occupe, il est clair qu'il s'agit de Joseph Kabila, avec qui elles peuvent facilement obtenir des accords pour l'exploitation des richesses minières et forestières de la RDC. Voilà pourquoi elles ne sont pas pressées de dénoncer les irrégularités d'avant, pendant et après les élections. Il est étonnant qu'elles soutiennent des dictatures en Afrique alors que chez eux c'est la démocratie. On est frappé du silence complice de ces grandes puissances qui, officiellement, prônent la démocratie et le respect des droits humains, mais se distinguent par leur silence quand ces droits sont bafoués par des dictateurs qu'elles soutiennent. Par ses propos durant la période pré-électorale, Tshisekedi ne les a pas rassurées. Comment peuvent-elles travailler avec un homme aussi imprévisible que nationaliste ? Vital Kamerhe, Kengo Wa Dondo et Mobutu Zanga pourraient être plus diplomatiques, mais la faiblesse de leur popularité révélée par les urnes les discrédite.

Les puissances occidentales ont encouragé ceux qui contestent les résultats de procéder par les voies légales. Il s'agissait donc de présenter leur cause à la Cour Suprême de Justice (CSJ) supposée examiner les cas avant la proclamation des résultats définitifs. Mais, qui ignore que cette CSJ roule pour Kabila ? Tshisekedi a donc dit qu'il préférerait ignorer son existence tandis que Vital Kamerhe l'a défiée en déposant son recours à travers lequel il demandait l'annulation de ces élections.

La population congolaise

Beaucoup de Congolais sont facilement influencés par leurs leaders politiques, mais aussi intérieurement guidés par des sentiments de régionalisme, de tribalisme, etc. Il suffit de voir les résultats pour s'en rendre compte : chaque candidat a été massivement élu dans sa province d'origine. Les populations souffrent du manque de vrais leaders qui pourraient les aider à opérer des choix, non pas dictés par un sentimenta-

lisme nocif, mais par la raison après avoir analysé les situations et les personnes.

Même au niveau des élus du peuple, alors qu'on aurait attendu d'eux des réflexions et décisions capables de faire avancer le pays, on est plutôt déçu de voir le contraire dès qu'ils sont élus. La modification constitutionnelle n'était pas un fruit de la raison, mais plutôt d'un sentimentalisme malsain à des fins égoïstes dans un grand mépris de l'opinion des électeurs qui avaient adopté cette constitution par voie référendaire. Souvent leurs débats dans l'hémicycle tournent autour de la question des avantages auxquels ils croient avoir droit ; très peu de débats sur leurs devoirs envers la Nation.

Le peuple doit veiller à ce que le pouvoir ne lui soit pas confisqué. Si on n'y prend garde, à l'approche de 2016, le législateur pourrait encore modifier certains articles de la constitution pour passer à l'illimitation du mandat présidentiel alors qu'actuellement il est limité à un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Il pourrait le faire, sachant que les Congolais ne réagissent pas. Plus que jamais, la population a besoin des personnes qui pourraient l'éclairer sur la marche du pays et les choix à opérer. Elle a besoin de vrais leaders sociaux et de facilitateurs politiques.

L'Eglise, la Société Civile, l'opposition et la diaspora

L'Eglise et la Société Civile font déjà un important travail de sensibilisation des populations par rapport à la vie du pays. Elles osent dénoncer certaines situations, certaines dérives du politique. Et pourtant il me semble qu'il ne soit pas suffisant de se limiter à quelques déclarations. Il faut parfois utiliser un langage fort et obliger le pouvoir à écouter le peuple qui l'a élu. L'Eglise et la Société Civile ensemble peuvent composer cette force qui fera comprendre au pouvoir qu'il est là, non pas pour son enrichissement, mais au service des populations. Lors de la modification constitutionnelle en janvier 2011, il aurait fallu que l'Eglise et la Société

●●● Civile organisent des actions concrètes pour sensibiliser la population à ce qui se passait et les conséquences auxquelles cette modification les exposait. Et, le 12 décembre 2011, le Cardinal Monsengwo (selon radio Okapi et RFI) a osé déclarer que les résultats de ces élections n'étaient conformes ni à la vérité ni à la justice. Après la publication des résultats, l'opposition congolaise semble avoir retrouvé l'unité en parlant le même langage pour refuser les résultats de la Ceni et proclamer Tshisekedi vainqueur. En fait, si cette union est louable, c'est plutôt avant les élections qu'on en avait besoin pour donner un candidat unique de l'opposition et assurer ainsi l'alternance au pouvoir. L'opposition a péché par sa division et cherche à se rattraper maintenant, mais c'est trop tard ! Elle devra en tirer des leçons pour le futur. Il y a eu des manifestations de Congo-

lais au Canada, en Belgique, etc. avec de la casse. S'il est légitime de manifester son désaccord, il n'est pas raisonnable de faire du désordre. Ils vivent dans des pays démocratiques, mais démocratie ne veut pas dire désordre ! Il faudrait pousser la nouvelle législature et le gouvernement à permettre aussi aux Congolais de l'étranger de pouvoir voter en 2016. C'est une honte qu'au 21^{ème} siècle un gouvernement soit incapable d'organiser les votes pour ses ressortissants vivant à l'étranger.

En conclusion

Le déroulement des dernières élections a entaché encore un peu plus l'image politique de la RDC. La seule façon pour Kabila de bien passer les cinq ans au pouvoir, me semble de tendre la main à l'opposition pour la reconstruction conjointe du pays. Si jamais certains opposants acceptaient

d'entrer dans le gouvernement, il faudrait y combattre l'esprit qui y règne actuellement : la corruption, l'enrichissement personnel, le détournement de fonds pour favoriser la lutte contre la pauvreté et œuvrer pour le bien social. L'Eglise et la société civile devraient initier des actions concrètes afin de lutter contre l'oppression dont sont victimes les populations congolaises. Et leur diaspora pourrait appuyer ce développement par sa réflexion. Les populations ne devraient plus subir la situation mais utiliser un langage fort, mais sans violence, pour contraindre les gouvernants et les élus à œuvrer pour le bien du pays. Il faudrait aussi qu'elles rejettent toute incitation à la xénophobie, au régionalisme, au tribalisme. Tout Congolais a le droit de vivre et d'être respecté partout en RDC.

● Arsène Kapya

Etienne Tshisekedi, crépuscule d'un patriarche ?

●●● (Suite de la page 1)

On relèvera comme indice des tensions dans ce chassé-croisé la subite indisponibilité des moyens de transport aériens en RD Congo qui a failli écourter la campagne d'Etienne Tshisekedi à l'intérieur du pays. La coalition du président sortant avait, semble t-il, réquisitionné la cassis entièreté de la flotte aérienne congolaise, dans ce qui ressemblait à une tentative d'entraver la campagne électorale des challengers de l'opposition dans le reste du pays.

Du contenu de la campagne, on retiendra peu de choses édifiantes. L'erreur du patriarche Tshisedeki est d'y avoir vu un simple référendum sur le bilan du mandat du président sortant.

L'hypothèse était celle d'un plébiscite annoncé du seul Etienne Tshisekedi sur fond d'un rejet généra- ●●●





●●● lisé du président sortant. En 2006, Joseph Kabila avait, en effet, été élu sur la promesse de restaurer la paix en mettant fin aux conflits dans l'Est du pays et sur un ambitieux projet de modernisation du Congo axé sur 5 priorités touchant à : la réhabilitation ou la construction d'infrastructures, la création d'emplois, l'accès à l'éducation, à l'eau, à l'électricité, et à la santé.

Sans constituer la seule explication, il est aussi incontestable que la mise en œuvre de ce programme a été maintes fois contrariée par un contexte international marqué par de difficiles négociations avec les institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale) sur la question de l'annulation de la dette congolaise, mais aussi par un dialogue tendu avec les partenaires traditionnels du Congo sur la question des fameux contrats chinois. En guise d'argumentaire dans cette campagne électorale, Etienne Tshisekedi et l'opposition dans son ensemble se seront contentés d'un leitmotiv qui peut se résumer au laconique « Sortez les sortants ! ». Ce message a-t-il vraiment touché l'ensemble des Congolais ? Nul ne le saura... Plus surprenant, le contenu du programme de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS),

premier parti de l'opposition, est resté largement méconnu du public durant tout le processus électoral. « Le peuple d'abord », proclamaient les affiches du patriarche Tshisekedi, dont la seule personne est censée incarner le projet d'instauration de la bonne gouvernance dont se prévaut l'UDPS.

Au fil des tensions durant la campagne, certains des appels à peine voilés du patriarche à la confrontation frontale (casser les portes de prisons pour libérer ses partisans détenus) ont pu indisposer en milieux diplomatiques mais sont restés largement sans effet sur le terrain.

Après les élections, l'auto proclamation d'Etienne Tshisekedi et les appels à la désobéissance civile et à la mobilisation contre les résultats du scrutin présidentiel proclamés par la CENI n'ont eu que peu d'échos dans l'ensemble du pays. Il est vrai qu'un impressionnant déploiement des forces de l'ordre dans Kinshasa a sans doute empêché d'éventuels débordements. Après le boycott des élections de 2006 et la contestation des résultats des présidentielles de 2011, l'auto proclamation solitaire d'Etienne Tshisekedi dans sa résidence privée entouré de quelques partisans, marque t-elle le dernier acte de la carrière politique du patriarche? Bien que des irrégu-

larités ont été signalées par certaines missions d'observation électorale pour l'ensemble du processus, et qui remettent en partie en question la crédibilité des législatives, la réélection du président Kabila a été reconnue par les diplomates « qui comptent » et par l'ensemble des partenaires du Congo.

La décision d'une partie des députés issus de l'UDPS de siéger à la plénière de l'Assemblée nationale marque un autre tournant. Elle confirme une volonté de participer aux travaux de la Chambre basse du Parlement en dépit de l'appel au boycott lancé par le leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, et de « l'annulation » unilatérale des élections présidentielles et législatives par ce dernier.

Si l'espace politique congolais reste d'une manière globale caractérisé par la fragmentation des forces et par l'incapacité des acteurs de l'opposition à mener jusqu'ici une stratégie de contestation unitaire et convergente, force est de constater que les lignes bougent et le pragmatisme semble l'emporter.

La stratégie de tension permanente en vue d'un renversement des rapports de force par la mobilisation de la population, notamment à travers une alliance hypothétique avec l'Eglise, semble avoir vécu.

En dépit de ce processus électoral chaotique, aux législatives, l'UDPS a démontré son poids politique en émergeant comme 2ème force du parlement avec 34 élus, juste derrière le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), 58 élus. L'avenir se joue désormais sur la capacité des forces politiques à se constituer en véritables pôles de propositions républicaines pour renforcer les institutions démocratiques!

La roue de l'histoire a tourné. L'ère des hommes providentiels a vécu ! Le Congo a besoin d'institutions fortes, animés par des hommes et femmes compétents et intègres.

L'albinisme, ce n'est pas sorcier

Au Sud-Kivu, les albinos sont des personnes craintes par la majorité de la population. Des peurs et des représentations irrationnelles sur les albinos ont parfois mené à la violence et aux meurtres dans la sous-région des Grands-Lacs. Pourtant, les scientifiques connaissent clairement les causes de ce dysfonctionnement génétique. En Province Orientale, une association regroupant des personnes albinos se consacre à la défense de leurs droits et à la lutte pour leur réinsertion dans la société.

Les albinos sont traités comme des parias dans de nombreux pays africains et particulièrement dans la région des Grands-Lacs. Dans la province du Sud-Kivu, le rejet est fréquent. Patrick, un albinos de Bukavu, avoue avoir souffert de sa condition d'albinos au sein de sa famille et dans son quartier depuis son tout jeune âge, même si certains proches acceptent plus facilement sa différence. Autrefois à Bukavu, on ne pouvait pas approcher les albinos. Leur tenir la main ou les embrasser était impensable puisque dans les croyances locales, c'était des êtres maléfiques.

« Tout le monde ou presque nous évitait, témoigne Patrick. Sur le chemin de l'école, les gens se retournaient pour nous regarder. Nous étions effrayés par les propos fréquents qui nous diabolisaient ou nous prêtaient des pouvoirs magiques. Depuis environ deux ans, on entend de plus en plus parler de cas de disparitions ou d'assassinats. Certaines personnes semblent persuadées que les parties du corps d'un albinos peuvent donner des pouvoirs surnaturels. Ces croyances venues des pays voisins se sont répandues ici. Nous vivons parfois dans la crainte de quitter nos quartiers, notre ville, notre pays, par peur d'être tués », explique Patrick.

Au cours de ces trois dernières années, en effet, une vague d'enlèvements d'albinos, suivie d'assassinats et de mutilations, a déferlé sur la région des Grands Lacs. En cause, les superstitions qui prêtent aux albinos quelques



pouvoirs magiques. Leurs organes sexuels et autres parties du corps seraient utilisés dans la confection de talismans pour attirer la protection ou la prospérité économique.

Du Kenya, à la Tanzanie, en passant par le Burundi, mais aussi en RD Congo, des attaques d'albinos et des centaines de meurtres ont été rapportés. L'APRODEPA, Association pour la Protection et le Développement de la Personne Albinos établie à Kisangani, en Province Orientale, a rapporté plusieurs cas d'exhumation d'ossements d'albinos. Il a également été rapporté qu'en Tanzanie ou au Kenya, un « ensemble complet » incluant les membres, les oreilles, la langue, le nez et les parties génitales d'un albinos, pouvait se vendre à des milliers de dollars ! Selon la Fédération internationale des sociétés de la

Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) entre 2007 et 2009, au moins 10 000 personnes atteintes d'albinisme, en Tanzanie, au Kenya et au Burundi, ont abandonné leur village et pour se cacher. On peut noter que l'amplification des superstitions et des croyances magiques est courante dans les contextes de crise. La sous-région des Grands Lacs, qui a vécu des épisodes de violence de masse ces dernières décennies ne fait pas exception.

Au quotidien dans le Sud-Kivu, les préjugés à l'encontre des albinos sont tenaces. L'apparence surprenante de ces êtres à peau blanche, nés de parents noirs, est interprétée sur le mode de la superstition. Nombre des Kivutiens affirment que les albinos ne meurent pas et disparaissent par magie. « On voit naître un albi- ●●●

●●● nos, mais on ne le voit jamais mourir. A un certain âge, il disparaît. Moi, je ne peux pas épouser une fille albinos par peur de la voir disparaître », affirme un étudiant de l'ISP (Institution supérieur pédagogique). « On n'a jamais vu un deuil d'albinos », renchérit la rumeur publique. Et malgré l'acceptation de certains, ces croyances semblent difficiles à résorber. « Ce sont des personnes qui respirent, qui parlent et qui ont des besoins comme moi ! La seule différence que nous avons réside au niveau de la peau », affirme une étudiante. Avant de poursuivre aussitôt avec ses doutes : « Mais, pourquoi ne meurent-ils pas ? »

L'albinisme pourtant, n'est pas une affaire de sorcellerie : c'est une maladie génétique causée par l'incapacité du corps à produire la mélanine. Ce pigment qui colore et aide la peau à se protéger des rayons ultraviolets nocifs du soleil. Les albinos sont donc très vulnérables au soleil et doivent prendre des précautions particulières.

Il ne s'agit donc pas d'une malédiction mais d'un dysfonctionnement génétique accidentel.

On peut être porteur des gènes d'albinisme sans le savoir. « Seul un examen génétique peut permettre de le découvrir, souligne le docteur Balegamire, pédiatre à Bukavu. L'analyse du liquide amniotique - le liquide dans lequel baigne le bébé - NDLR, même au stade du développement embryonnaire, permet de savoir si les gènes de l'enfant comportent des anomalies. ». Et Georges Alunga, biologiste de formation à l'institut supérieur pédagogique (ISP) de Bukavu, d'ajouter sur ce dysfonctionnement : « Il est héréditaire et se transmet des parents vers les enfants. Il n'est pas du tout contagieux, comme une maladie infectieuse ! ».

Il est fort probable que la fragilité des albinos occasionne davantage de décès précoces parmi ces sujets. L'isolement social et la marginalisation relative des albinos rendant ces décès

moins perceptibles aux yeux de la majorité de la société.

En Province Orientale, une association regroupant des personnes albinos se consacre à la défense de leurs droits et à la lutte pour leur réinsertion dans la société. Elle s'inscrit dans une démarche de sensibilisation et d'information de la population sur l'albinisme en vue de déjouer les préjugés.

En attendant, la trajectoire de personnalité tel que Salif Keita, grand talent de la scène musicale africaine, ou Alphonse Muimba Texas, catcheur bien connu de la place à Kinshasa, démontre que l'albinisme n'est pas un obstacle au génie et à l'engagement en faveur d'une société respectueuse de la dignité de tous. On mesure la qualité ou l'humanité d'une société à la manière dont elle traite ses membres les plus fragiles, et par sa capacité à respecter et faire cohabiter la diversité...

● Eulalie MZ et Habib Traoré

Etudiants cherchent stages désespérément...

Les stages de professionnalisation sont censés clore le cursus universitaire et permettre aux étudiants de découvrir le monde du travail et parfois même s'y faire une place. Mais un grand nombre d'institutions n'acceptent pas de stagiaires en leur sein. Une situation pas facile à vivre pour les étudiants...

Les Congolais ont compris une chose importante : les études supérieures et universitaires sont d'une utilité capitale pour accéder à des carrières ou des postes de haut niveau. Nul ne peut plus se contenter d'un simple diplôme. La ville de Bukavu, à elle seule, compte une quinzaine d'institutions supérieures et universitaires qui affichent complet. Evidemment, autant les étudiants ont besoin de la formation théorique, autant ils ont besoin de la formation pratique au sein d'institutions appropriées à leur

domaine. Pour les uns, chaque fin de cycle académique est marquée par un stage de professionnalisation. D'autres connaissent des stages annuels.

Malheureusement, un grand nombre d'institutions n'acceptent pas d'étudiants en leur sein. Ceux de Bukavu ne sont plus surpris de voir leurs lettres de recommandation classées sans suite. « Dans certaines institutions comme les organisations internationales, certaines ONG ou entreprises, nous ne sommes même pas admis-

sibles. C'est ce qui fait, d'ailleurs, que je me retrouve ici à la Police Nationale Congolaise alors que j'étudie les Relations internationales », se plaint un étudiant stagiaire. Et un autre d'ajouter : « Nous sommes obligés, malgré nous, de passer nos stages un peu n'importe où, faute d'accès aux institutions appropriées ».

De son côté, la Monusco, mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo, ne mâche pas de mots : « Les étudiants sont ce qu'ils sont : ●●●

●●● quand on peut les recevoir pour un stage ou pour des recherches, ils veulent tout savoir et après, dans leurs travaux, ils critiquent tout sans autorisation, ni réserve », nous confie un agent. La Direction Générale des Migrations avance comme raison les rapports que doivent réaliser les étudiants en fin de stage. Elle craint que ceux-ci ne dévoilent dans leurs rapports certaines informations de leur service qui « exige la confidentialité ». Mais, la confidentialité nécessaire à certaines informations signifie-t-elle que toutes les portes de ces institutions restent closes aux stagiaires ?

Que fait un stagiaire?

Le stage est une mise en pratique des connaissances acquises en cours et permet à l'étudiant d'entrer dans le monde du travail. Un stagiaire n'est pas un travailleur mais il le deviendra. Certaines institutions se plaignent du niveau des stagiaires, qu'ils considèrent comme trop faible. « Ici chez nous, nous travaillons sérieusement. Nous n'avons pas le temps de nous occuper des stagiaires. D'ailleurs, ils n'ont rien à faire », laisse entendre un agent de la Raw Bank. Il est vrai qu'il ne suffit pas seulement d'accueillir des stagiaires. Il faut encore, et surtout, les encadrer déceimment. Malheu-

reusement, certains bureaux, même les moins stratégiques, n'offrent à ces derniers que de petits dépliants ou bien ne font que dicter superficiellement leurs attributions... comme si ces stagiaires étaient venus pour une petite recherche rapide. Les stagiaires ne cachent pas leur frustration : « Bien sûr on m'a accepté ici, mais je ne reste qu'à la réception et au secrétariat pour la lecture des archives. Je n'ai pas accès aux autres services », se lamente un étudiant rencontré en stage à la Bralima. On constate un manque relatif de considération pour ces jeunes alors qu'ils ne sont loin d'être tous ignorants. Plutôt que « des tonneaux vides que les institutions sont appelées à remplir », les stagiaires ne seraient-ils pas une source à faire jaillir ? On peut supposer que certains professionnels hésitent à partager leurs expériences de peur de se voir ensuite évincer par des jeunes qui deviendraient plus performants.

Quelles solutions?

Actuellement, les autorités académiques ne prennent pas les problèmes en main. Or, en amont, elles font payer des lettres de recommandation et, en aval, exigent des rapports minutieux. Elles pourraient pourtant nouer des partenariats avec

certaines institutions appropriées pour le stage de leurs étudiants. En échange de leur participation au programme, les entreprises recevraient une garantie de confidentialité et de compétences au travers un contrat de stage. Comme dans un contrat de travail, une charte éthique à l'endroit des stagiaires pourrait rassurer les institutions sur la teneur des rapports de stage. Ceux-ci devraient en effet être le bilan des apprentissages du stagiaire et son analyse du fonctionnement de l'institution et du monde du travail mais nullement un exposé de données confidentielles.

Une formation initiale en phase avec les attentes des entreprises est aussi nécessaire puisqu'un décalage important entre le niveau de l'étudiant et le niveau de compétence exigé par les entreprises ne les encouragent pas à accueillir des stagiaires. Pour mettre en œuvre ces propositions de changement, il semble qu'il faudrait d'abord une concertation générale des représentants du monde académique avec ceux des institutions étatiques et privées concernées. Ensemble, ils pourraient réfléchir et trouver encore d'autres solutions au manque d'opportunités d'expériences pratiques pour les jeunes au sein du milieu professionnel. ●●●

● Sylvain Akili

AMBASSADEUR MONDIAL POUR LES ENFANTS

La RDC et plus particulièrement le Sud-Kivu sont tristement célèbres à l'étranger pour les violences faites aux femmes et l'enrôlement d'enfants soldats dans les groupes armés. Pourtant, depuis le 19 avril 2011, la population peut se féliciter de la nomination d'un de ses compatriotes, Murhabazi Namegabe, au titre d'ambassadeur mondial des enfants. Un titre honorifique qui apporte un nouveau regard sur la RDC et sur ses grands défenseurs des droits humains et des valeurs démocratiques.

Se voir décerner le Prix Mondial des Enfants du Monde n'est pas un élément à prendre à la légère. Ce prix honorifique, organisé depuis 2000, par The World's Children's Prize for the Rights of the Child (WCPRC) est la preuve d'une reconnaissance mondiale de

l'effort et le travail fournis par les personnes actives dans le domaine des droits de l'Enfant. Chaque année, trois candidats, personnes ou organisations, sont sélectionnés par le jury des enfants afin d'être récompensés pour leurs actions exceptionnelles en faveur des enfants. Ce prix ne récom-

pense pas seulement les efforts fournis par chacun, mais aussi, il permet d'aider des milliers d'enfants à changer leurs conditions de vie et à leur faire prendre conscience et connaissance de leurs droits.

En 2011, la République démocratique du Congo a été sélectionnée ●●●

●●● comme terre d'accueil pour le Vote Mondial des enfants. C'est dans le complexe de l'école primaire Nyarwizimya, dans un quartier de la commune de Kadutu, à Bukavu, au Sud-Kivu, que les trois candidats de l'année, Cecilia Flores-Oebanda des Philippines, Monira Rahman du Bangladesh et Murhabazi Namegabe de RD Congo ont défendu leurs actions face à un jury d'élèves de trois écoles amies universelles (l'école primaire Nyaruzimya, l'école primaire Tekoa et l'école primaire Sinaï). Le jury a récompensé Murhabazi Namegabe pour son long et dangereux combat en faveur des enfants soldats. Monira Rahman a, quant à elle, reçu le prix des Enfants du Monde et Cecilia Flores-Oebanda a eu le prix d'Honneur des Enfants du Monde.

Bien plus qu'une récompense, une prise de conscience...

Le prix Mondial des Enfants est une récompense que ces enfants prennent très au sérieux. Les vacances de Pâques n'ont d'ailleurs pas empêché les petits uniformes bleu et blanc d'envahir les bancs de l'école de Nyarwizimya. Amani, comme d'autres élèves présents, estime que ce vote est un moyen pour lui de remercier la personne qui défend ses droits et souhaite son émancipation. Ces jeunes de 18 ans et moins ont donc donné le meilleur d'eux-mêmes pour que ce vote soit le plus juste possible. Pour Mapendo de l'école primaire Sinaï, ce titre de nouvel ambassadeur mondial des enfants attribué à Murhabazi Namegabe est « la reconnaissance du travail accompli dans la démobilisation des enfants soldats, la construction de centres éducatifs en leur faveur. Ces enfants n'ont pas profité de leur enfance, puisqu'ils étaient amenés à poser des actes immoraux. Des actes qui ont volé leur statut d'enfant. Mais aujourd'hui, ils reprennent confiance en eux-mêmes. Ils savent qu'ils peuvent oublier ce qu'ils ont vécu et aller de l'avant. Ils apprennent à lire et à écrire. Les centres contribuent ainsi à l'épanouissement et à leur avenir ». Furaha

de l'école primaire Tekoa témoigne également : « Si Murhabazi n'avait pas aidé ces enfants, que seraient-ils devenus ? En réalité, il est notre héros, moi je l'aime beaucoup car il contribue à la formation des enfants, à l'avenir de la RDC ».

La désignation d'un Ambassadeur des Enfants va donc bien au-delà du prix décerné. Il permet aux enfants eux-mêmes de prendre conscience de leurs droits. Le 27 avril 2011, lors d'une conférence de presse plus de 160 élèves de six écoles de Bukavu ont pu exprimer leurs souhaits, leur vision

«Les adultes ne facilitent pas la tâche aux enfants. Aujourd'hui, nombre d'entre eux sont dans la rue après avoir été maltraités par leurs parents faute de moyens financiers»

et leurs préoccupations à travers des poèmes, mais aussi revendiquer leurs droits à l'éducation, à la vie, au respect, à la liberté. « Nous sommes venus nombreux à la conférence pour réclamer nos droits. La scolarité doit être gratuite car beaucoup de familles connaissent des problèmes financiers très graves, ce qui fait que beaucoup d'enfants n'étudient pas », souligne Christian Shukuru de l'Institut Muhungu.

Paul Salumu de l'Institut Béatitudes ajoute : « Les adultes ne facilitent pas la tâche aux enfants. Aujourd'hui de nombreux enfants sont dans la rue après avoir été maltraités par leurs parents dépourvus de moyens financiers suffisants. »

Cette conférence ne s'est pas seulement déroulée en RDC, mais dans le monde entier. On compte actuellement 1.226 écoles Amis Universelles en RDC et 53.500 dans le monde.

Au côté de Nelson Mandela, Aung San Suu Kyi, Xanana Gusmão

Murhabazi Namegabe, congolais de 47 ans, se bat depuis vingt ans pour libérer les enfants des groupes armés et les réinsérer dans la société. Influencé en 1989 par l'adoption par l'ONU de la Convention relative aux Droits de l'enfant, Murhabazi Namegabe met sur pied en 1992 le Bureau

pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé (BVES). Cette association sans but lucratif (ASBL) est parmi les ONG les plus importantes en matière de la défense, la santé et l'éducation des enfants dans le contexte particulier de guerre que traverse la RDC, depuis les années '90. Son équipe pluridisciplinaire, composée de médecins, juristes, sociologues, anthropologues, psychologues, est parvenue à faire libérer plus de 4000 enfants soldats et plus de 4500 filles abusées sexuellement par les groupes armés. Le BVES a éga-

lement fourni de la nourriture, des vêtements, un logement, des soins médicaux, scolarisés et sécurisés des enfants vulnérables grâce aux 35 foyers et écoles installés au Sud-Kivu. Le BVES travaille notamment avec l'UNICEF, Amnesty internationale et la RTNC via un programme de rapportage qui valorise des initiatives en faveur des enfants. Lors du cycle de conflits qui débute dans l'Est du Congo en 1996, Murhabazi Namegabe a notamment dissuadé les familles de laisser leurs enfants s'enrôler dans les groupes armés. Ces actions lui ont valu des semaines d'emprisonnement et des menaces. Des proches collaborateurs du ont d'ailleurs été assassinés.

C'est donc avec la plus grande fierté que Murhabazi Namegabe peut rejoindre plus de trente lauréats, dont trois des plus grandes légendes de renommée internationale qui sont aujourd'hui parrains du Prix des Enfants du Monde : Nelson Mandela d'Afrique du Sud, la combattante de la démocratie, Aung San Suu Kyi de Birmanie et le combattant de la liberté Xanana Gusmão, actuellement Premier Ministre du Timor Oriental, qui sont à ce jour des sources d'inspiration et des modèles pour les enfants du monde entier.

● Dieudonné Bakanirwa

● Laurence Grun

Solange Lusiku, Docteure Honoris Causa de l'UCL Le Souverain à l'honneur

Le 2 février 2012, dans la précieuse salle Aula Magna de l'Université catholique de Louvain-La-Neuve, Solange Lusiku Nsimire a été la deuxième femme originaire de la province du Sud-Kivu à recevoir la prestigieuse récompense honoris causa. Première femme directrice de journal (Le Souverain) dans sa province, Madame Lusiku était loin de se douter qu'un jour son travail serait ainsi récompensé. Car, pour cette jeune femme, les choses sont loin d'être évidentes... Ayant pour seules armes sa prose et sa détermination, chaque jour, elle ose là où les autres plient.

Comment vivez-vous cette gratification ?

C'est un honneur et une reconnaissance auxquels je ne m'attendais pas. Devenir docteur honoris causa de l'UCL, une université aussi réputée en Belgique, est une chose qui me semblait encore improbable il y a quelques années. Je me souviens encore du coup de fil qui a tout déclenché... J'étais assise dans mon petit bureau à Bukavu et, là, on m'annonce que l'université de Louvain a choisi de m'octroyer ce prix. Je ne trouve pas les mots exacts pour décrire ce que j'ai ressenti à cet instant... J'ai été inondée par une joie incommensurable, que j'aimerais aujourd'hui partager avec les femmes congolaises, avec tous les journalistes congolais... Je pense spécialement aux femmes de mon pays, qui sont des battantes... Les femmes sont présentes dans tous les domaines, chacune dans son secteur d'activité essaye de participer à la reconstruction de la RDC. Mon combat, je le mène dans la sphère du journalisme. Je suis éprise des valeurs démocratiques et républicaines et, au sein même de ces valeurs, je porte une attention toute particulière aux droits de la femme qui sont constamment bafoués chez nous...

Si vous deviez présenter votre journal à des personnes qui n'en ont jamais entendu parler, que diriez vous ?

Je dirais que c'est un journal d'information générale et d'opinion pour la promotion de la démocratie. Nous sommes un petit journal, avec un tirage évalué à cinq cents exemplaires

par mois. Nous nous focalisons sur la production d'articles de fond. A partir du moment présent, nous essayons de réfléchir à l'avenir en nous éclairant des lumières du passé. Au Sud-Kivu la mémoire collective est orale, notre production s'inscrit donc dans une démarche de reconstruction de la mémoire collective. L'un de mes combats actuels est d'écrire des articles sur le fait que le Congolais de l'Est du Congo est lésé et qu'il ne faut pas que cette souffrance qu'il endure le pousse à la faute... Nous sommes dans un pays qui construit sa démocratie. Au journal Le Souverain, nous sommes porteurs d'un combat et nous luttons contre la désinformation, parce qu'un homme non informé est un danger public... Le journal Le Souverain se donne donc pour mission de faire un travail de recherche sérieux en vue de tenir la population éveillée et informée.

A qui s'adresse ce journal ?

La culture de la lecture du journal n'existait plus... Nous essayons de relancer cette envie de lire et d'acheter le journal. Au départ, quand nous avons commencé, le journal était gratuit, notre but était de faire renaître l'envie de lire la presse. Aujourd'hui, certaines personnes l'achètent, mais comme nous écrivons en français, notre lectorat est sensiblement réduit... Nous sommes lus par des intellectuels, des femmes, des ONG... Cette année, nous avons décidé d'aller à la conquête d'un autre public en insérant quatre pages en swahili et deux pages sous forme de bande dessinée, dans lesquelles nous allons nous attaquer à la situation socio-économique du



pays, pour toucher les enfants. Ainsi nous les préparerons lentement mais sûrement à l'exercice démocratique.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous devez faire face ?

Les difficultés résident essentiellement dans le manque de moyens pour faire fonctionner le journal. L'année dernière nous avons arrêté notre diffusion au mois d'avril... Cela va bientôt faire six mois que nous sommes en stand-by. Nous espérons reprendre la publication au courant de ce mois de février 2012. Et bien que nous n'ayons rien produit depuis l'an dernier, cela ne signifie pas que nous sommes restés inactifs, loin de là ! Nous avons continué à collaborer avec des confrères sur le terrain. L'autre raison essentielle, qui constituait un réel obstacle pour nous, c'était le manque de presse à Bukavu... Avant, nous étions obligés de traverser deux frontières pour aller faire imprimer nos articles au Burundi. Depuis peu la ville de Bukavu a son propre centre d'imprimerie, cela nous retire une énorme épine hors du pied.

Est-ce que c'est facile pour vous d'être à la tête du Souverain ?

Ce n'est pas du tout évident, dans un système patriarcal et dans un contexte comme le nôtre ; la tradition nous considère, nous les femmes, comme des sous-hommes et les guerres interminables qui prévalent depuis quelques années chez nous n'ont pas contribué à renforcer la position de la femme dans la société. Dans les familles, étant donné le faible revenu des parents, ces derniers préfèrent envoyer les garçons à l'école. Les femmes sont incontestablement ●●●

●●● remises au bas de l'échelle... Au début, quand j'ai pris mes fonctions à la tête du journal, cela a été un réel choc dans la rédaction... Certains confrères ont eu le courage de me dire que c'était de la folie. « Que peux-tu faire là où les hommes ont échoué ? Qu'as-tu de plus que tous ces hommes qui dirigent toutes les chaînes de radios et de télévision de Bukavu ? Tous ces hommes sont dans l'audiovisuel, personne n'est dans la presse écrite... A moins d'avoir des moyens comme l'église catholique et son bulletin de liaison Karibu, tu n'y arriveras pas. » Dans le journal, j'ai affaire à des hommes : chacun a été élevé dans sa famille en ayant à l'esprit une certaine idée du rôle que doit jouer la femme dans la société. Pour diriger mon équipe, je dois « oublier » que je suis une femme... Depuis peu, je suis élue à la présidence de la de la Corporation des journalistes du Sud-Kivu. Je travaille avec des grands hommes respectables, et les choses sont loin d'être simples... J'aime souvent rappeler que si j'ai été élue à la tête de cette corporation, ce n'est pas parce que je suis une femme, mais d'abord et avant tout parce que j'ai les potentialités requises pour occuper ce poste !

Vous parlez beaucoup des femmes, et de la défense de leurs droits. En tant que femme, journaliste, avez-vous des difficultés à traiter certains sujets ? Si oui lesquels ?

A la radio Maendeleo, où j'ai travaillé pendant sept ou huit ans, je n'ai pas fait l'objet de censure, mais je devais agir selon la ligne éditoriale de la maison. A la Radio Maria, la radio de l'archidiocèse de Bukavu, là aussi j'étais libre et indépendante dans mon esprit mais je devais marcher selon la ligne éditoriale, d'abord de la radio et ensuite celle de l'église. Vous comprendrez donc qu'aujourd'hui, avec mon propre espace d'expression, toutes ces idées qui bouillonnaient en moi, je parviens à les exprimer à travers Le Souverain. Le choix du traitement des sujets se fait en équipe. La première chose que nous observons au Souverain, c'est le pluralisme d'opinions, et cette façon de procéder est en soi un exercice démocratique auquel j'attache une grande importance. Je suis l'évolution des débats en me disant que je ne dois pas être la seule à parler d'un sujet dans mon journal. Quand je suis la seule, je fais tout pour véhiculer mon idée dans les différents groupes de réflexion pour que les gens en parlent en même temps que moi. Dans ce cas de figure, il est difficile que moi ou le journal soyons pointés du doigt par rapport au traitement d'un sujet. J'entends également relever qu'à l'heure actuelle, avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous sommes ouverts sur le monde. Si j'ai une idée que je ne peux pas relayer à Bukavu, je peux en discuter avec un collègue qui se trouve à

l'étranger, et peut être que celui-ci la fera sienne et va lui donner une vie en dehors des colonnes de mon journal.

Avez-vous déjà été soumise à la censure ?

Concernant la censure, je commencerais par vous répondre qu'avant de publier un sujet, je m'autocensure naturellement, cela fait partie du processus que j'emprunte avant la publication d'un article dans les colonnes du journal. Dans ma façon d'agir et de réfléchir, j'accorde une attention particulière à la dignité humaine, par conséquent je me censure pour éviter de toucher à la dignité humaine. Par ricochet j'évite la diffamation... Cependant, je reste lucide, la censure existe bel et bien. Vous le savez sûrement, le Kivu compte à son actif plusieurs assassinats de jeunes journalistes, dont on ne connaît ni les commanditaires, ni les auteurs. La seule chose dont on est sûr est que ces actes ignobles se sont déroulés dans le cadre de l'exercice de la profession... Il y a donc de quoi craindre pour sa vie ! La première vraie censure, pour nous les femmes, c'est notre tradition, qui n'a pas encore mis de côté toutes les coutumes discriminatoires. La censure n°1 c'est la prise de parole dans un milieu d'hommes, nous nous sommes imposées et nous devons arracher au quotidien la parole à cet univers totalement masculin....

● Wendy Bashi
Infosud Belgique

Déforestation

Ecologie(s)

Le dérèglement climatique menace le Sud-Kivu

Au Sud-Kivu, plus de 6000 arbres sont abattus chaque mois afin d'alimenter les marchés bukavien en braises et en planches. La déforestation gagne du terrain, avec des conséquences fâcheuses sur le climat et la population.

Le problème de la déforestation n'est pas récent. De nombreuses ONG et associations congolaises tentent de sensibiliser la population au reboisement et à l'exploitation rationnelle de nos forêts. Toutes ont le même discours: si des actions concrètes et des alternatives à la filière du bois ne sont pas mises en place, d'ici une vingtaine d'année, le Sud-Kivu pourrait se voir transformer en zone désertique. (Suite p. 12) ●●●

●●● Suite de la page 11.

Agriculture en danger

Selon un responsable de l'Institut Congolais de la Conservation de la Nature (ICCN), la déforestation a gagné du terrain depuis une décennie, entraînant une série de conséquences catastrophiques telles que le réchauffement climatique, les émissions de gaz à effet de serre, la dérégulation des saisons ou encore l'érosion. « Dans l'extrême Sud de la province, là où se trouve le territoire de Fizi ou d'Uvira, la situation est catastrophique. Les pluies se font de plus en plus irrégulières, avec des répercussions inquiétantes sur l'agriculture », explique ce même responsable.

En effet, au début des années nonante, la présence massive de camps de réfugiés a amplifié le phénomène de déforestation dans certaines localités du Sud-Kivu. Mais d'une manière générale, en l'absence de courant électrique dans les zones rurales, la population recourt au charbon de bois comme principale source d'énergie. Tous les spécialistes s'accordent sur les risques d'une accentuation des érosions, glissements de terrain qui emporteraient de nombreuses maisons, particulièrement à Bukavu si des mesures ne sont pas prises. Un réchauffement climatique inéluctable perturbera les saisons de pluies avec des conséquences certaines sur l'activité agricole. La germination et la récolte des produits vivriers s'en trouveront bouleversées.

Conservation ou exploitation?

En 2010, les statistiques de l'Association des Exploitants et d'Etudes Forestiers au Sud-Kivu (AEEFOSKI) indiquaient que 143.505 planches, sciées dans les forêts de Mwenga, Kalonge, Ninja et Bunyakiri, étaient vendues à Bukavu. Sur ce même marché plus de 30.000 sacs de braises sont vendus tous les mois. Ce qui fait plus de 3.000 arbres abattus chaque mois pour le charbon de bois, sachant qu'un arbre produit en moyenne 10 sacs de braises. Les 3.000 autres arbres sont destinés à la scierie artisanale.

Ces statistiques alarmantes ne doivent pas pousser à l'interdiction de

l'exploitation forestière mais plutôt à encourager le reboisement. « Depuis 1993, nous encadrons, dans quatre territoires, les exploitants forestiers et sensibilisons la population à travers ses exploitants, à gérer la forêt et à l'exploiter de façon rationnelle. » relate M. Germain Mwishu, membre de l'association AEEFOSKI. Il ajoute : « Contrairement à l'Institut Congolais de Conservation de la Nature, nous ne parlons pas de conservation mais plutôt d'exploitation efficiente. Notre souhait est de faire comprendre aux gens que l'exploitation et la conservation vont de paire. Je pense que parler de pure conservation alors que 80% de la population du Sud-Kivu est rurale et que celle-ci vit à 80% des ressources forestières, c'est être un peu en dehors du problème. Selon moi, la vraie question réside dans la recherche d'alternatives. »

Alternatives viables

Selon l'ICCN, la première chose à mettre en place, serait de rétablir le courant dans la région, comme à Kavumu, Uvira ou Komidi. « Nous devons moderniser l'équipement des ménages. L'idéal serait que tous les foyers aient un four électrique ce qui diminuerait considérablement la consommation de braises et de bois. Et pourquoi pas le four solaire... », explique un représentant de l'ICCN. De son côté, Monsieur Germain Mwishu propose des alternatives à plus petite échelle, telles que les briquettes pour remplacer le charbon de bois ou les barres en fer forgé pour la construction, sans pour autant supprimer complètement l'exploitation forestière.

D'autres actions sont également mises en place comme la sensibilisation au reboisement. L'AEEFOSKI, active dans quatre territoires via ses représentants, organise chaque semaine une table ronde autour d'un sujet que les représentants répercuteront par la suite à la population. « Lorsque nous sensibilisons la population, nous tentons de les encourager à replanter des essences forestières plutôt que des essences de plantations qu'on peut plus facilement trouver et qui pousse naturellement et plus rapidement.

En moyenne, les essences forestières, comme le Bruhiabusha, mettent 20 à 25 ans pour croître. Tandis que les essences de plantations, comme l'eucalyptus, prennent environ sept ans, explique Germain Mwishu.

Mais il y a aussi l'implantation de pépinières, la distribution d'essence, la création de germoirs. « Malheureusement toutes ces actions sont menées à trop petite échelle », déplore le technicien de l'ICCN. Selon lui, ces stratégies devraient être plus élevées et redynamisées, surtout dans les milieux tels que Fizi, Uvira et Kalehe. Mais comme pour tout, la question des moyens en République Démocratique du Congo reste un problème.

Reboiser oui, mais par qui ?

Selon le code forestier 011/2002, l'Etat et plus précisément le Ministère de l'Environnement est responsable de la protection de la faune et la flore ainsi que des arbres plantés par la population. De ce fait, il doit prendre en charge financièrement le reboisement. Mais comme dans beaucoup de domaines, une fois de plus se sont les ONG et les associations qui prennent à leur charge avec leurs moyens, souvent précaires, la question de la déforestation. Germain Mwishu témoigne : « Nous récoltons des petites cotisations auprès de nos membres, tous confondus (enseignants, exploitants, agriculteurs,...) dans les quatre territoires où nous sommes actifs. Nous en avons environ 300, ce qui nous permet de financer nos projets. »

La Coordination provinciale de l'Environnement et de la Conservation de la Nature estime les coûts pour les huit territoires de la province à 5.000\$ par territoire et à 10.000\$ pour la ville de Bukavu. Ce qui fait un coût total annuel pour la province du Sud-Kivu de 50.000\$. Montant contredit par l'AEEFOSKI qui a évalué le budget annuel pour les cinq territoires où ils sont actifs à environ 50.000\$, montant calculé à partir des actions déjà réalisées et des besoins futurs. Un montant théorique car l'association doit se débrouiller avec la modique somme de 1.500\$ par an.

La population, de son côté, n'a ●●●

●●● pas les moyens pour mettre en place les stratégies de reboisement préconisées. Pourtant attentive, consciente et sensible à la problématique, elle attend que les organes leur distribuent des plantules, mais également qu'on leur propose des terrains. Car ici au Sud-Kivu, la question foncière est souvent remise sur le tapis. Pour reboiser, il faut des terres.

Quant au réinvestissement par les vendeurs de braises et de bois, il ne se pose même pas, puisqu'on sait qu'un

vendeur de sac de braises se fait un bénéfice de 1\$ à 1.5\$. Chiffre spéculatif car ils varient au gré des crises économiques et sociales du pays mais aussi du marché mondial.

Il est temps de proposer une réorganisation de notre modèle énergétique et de l'exploitation forestière. L'Etat congolais pourrait lancer des alternatives à la consommation du bois, si elle facilitait un usage plus répandu de l'électricité, ou mettait à profit les réserves de gaz qui existent sous le lac

Kivu, pour répandre son usage. L'Etat pourrait aussi initier une réflexion sur le modèle d'exploitation forestière avec tous les acteurs. Pourquoi ne pas s'inspirer, par exemple de pratiques porteuses, comme en Wallonie, où l'exploitant du bois est tenu de replanter ce qu'il coupe et où la Région wallonne s'occupe du reboisement de certaines zones avec des associations?

- Dieudonné Bakanirwa
- Laurence Grun

Culture(s)

Le bâton d'Ishango, mathématiques congolaises ?

Le bâton d'Ishango est un bout d'os fossilisé de plus ou moins 10 centimètres trouvé sur le site archéologique du même nom dans la province du Nord-Kivu sur les bords de la rivière Semliki. Gravé d'une série d'encoches qui représenteraient des nombres, l'os d'Ishango serait le plus ancien témoignage de la faculté mathématique chez nos lointains ancêtres africains. Actuellement conservé au Musée des Sciences naturelles de Bruxelles, cet objet serait âgé de 15 à 20.000 ans. Le bâton d'Ishango pourrait devenir le symbole de la vocation du Congo à redevenir un pôle de pensée scientifique.



Ishango au Nord-Kivu ?

C'est en 1950 que Jean de Heizenlin, chercheur à l'Institut Royal des Sciences de Belgique, découvre lors d'une expédition de fouilles scientifiques, sur les bords de la rivière Semliki, une série d'objets : arpons en os, coquillages, etc. Parmi ceux-ci, un curieux os allongé portant une série d'encoches gravées suivant un ordre régulier. Cet objet et d'autres

outils découverts sur le site (meules, pilons) sont les témoignages lointains du mode de vie et des techniques d'un peuple de pêcheurs qui vivaient sur les bords de la rivière Semliki, il y a au moins 18.000 ans avant notre ère.

Mathématiques ?

Depuis sa découverte, cet objet ne cesse de fasciner les scientifiques. En effet, nombre de chercheurs qui

se sont penchés sur cet objet ont mis en exergue derrière la régularité des encoches qui recouvre le bâtonnet un véritable système numérique aux combinaisons multiples : énumération simple de chiffres, duplication de nombres, produits égaux à des sommes, sommes égales à des nombres premiers, sommes égales à la table 4, addition de colonnes égales à 60, etc... Il pourrait s'agir ●●●

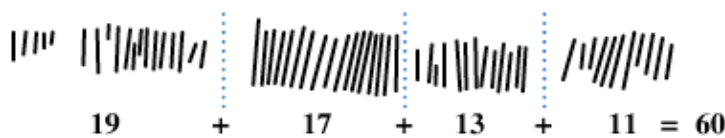
●●● de la plus ancienne manifestation de la pensée mathématique de l'humanité. En raison de son antériorité - entre 15 et 20.000 ans avant

notre ère - l'os d'Ishango bouleverse les conceptions traditionnellement établies qui font remonter les origines des mathématiques à la Mésopotamie (l'actuel Irak) - il y a un peu plus de 5000 ans - et relie les mathématiques à l'écriture. Selon certaines hypothèses, les notions mathématiques développées par la culture d'Ishango se seraient ensuite diffusées vers les berceaux traditionnels des mathématiques. En effet, les modèles de harpons découverts sur le site d'Ishango semblent s'être diffusés des

régions des Grands Lacs vers l'ouest et vers le Nord (Egypte et Soudan) en empruntant le Nil.

Conservé au Musée des Sciences naturelles de Bruxelles, le bâton d'Ishango est aujourd'hui l'emblème des sciences et de la recherche pour la Région de Bruxelles-Capitale. Le bâton d'Ishango symbolise à la fois la naissance de la logique mathématique et le rapprochement des cultures. Il incarne un modèle universel qui relie les origines lointaines de la science à l'évolution technique contemporaine. Pour le Congo, le bâton d'Ishango constitue également un formidable symbole à réinvestir en vue d'une redynamisation de la pensée scientifique et l'écriture d'un nouveau chapitre d'avenir.

● Septime Wenu



Sport(s)

Eteindre le feu dans les tribunes du foot

La rivalité sportive entre les deux clubs les plus éminents du Sud-Kivu porte de plus en plus la marque d'une dérive communautariste. Le sport est loin de remplir son rôle de trait d'union...

Quolibets, champs hostiles aux relents communautaristes, rixes accompagnent de plus en plus les sorties des équipes de Bukavu Dawa et Muugano. Ces formations semblent cristalliser désormais une ligne de partage entre les deux plus importantes communautés du Sud Kivu.

Bukavu Dawa incarnerait désormais aux yeux de certains supporters ultras, l'appartenance à la communauté Shi, tandis que Muugano serait pour ses ultras le porte-étendard de la communauté Rega. Aucun joueur mushi ne peut jouer dans Muugano et vice versa. Le stade de la Concorde de Kadutu pourrait être rebaptisé stade de la discorde, tant les affrontements entre supporters sont fréquents. Les tribunes ou le terrain de- ●●●



●●● viennent un champ de bataille. Les bagarres s'étendent même aux responsables des équipes, voire à la population en dehors du stade. Comme si cela était devenu normal de s'expliquer à coups d'insultes et de poing. Il y a bien un risque de banalisation de la violence qui pourrait s'étendre aux autres disciplines sportives, mais aussi à l'ensemble de notre société.

Le Fair-play pour contrer le communautarisme

Le sport a pourtant vocation à rassembler autour de la beauté des gestes techniques, de la subtilité des règles, des stratégies et tactiques mises en place par chaque formation pour emporter loyalement une confrontation sportive. Le sport est une école de formation, d'apprentissage vers une

maîtrise individuelle et collective du jeu, pour le bonheur de tous les spectateurs. Les matchs sont des moments d'émotions collectives fortes où chacun devrait pouvoir vibrer, exprimer son soutien avec passion et évacuer ses préoccupations du quotidien. Cela devrait pouvoir se faire sans diabolisation de l'adversaire. Quand les foules d'un stade sont bien chauffées, il n'est pas difficile de les manipuler !

Les succès de Bukavu Dawa, qui a remporté par le passé un titre national, ont suscité la fierté de toute la province au-delà des frontières de ses communautés, de même que les performances du Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi emportent la fierté de tout le Congo et même de l'Afrique, au-delà de la seule province du Katanga dont le club est originaire. Le sport en général et le football en

particulier cultivent l'idéal du fair-play, l'art de savoir perdre avec élégance. Le football est un sport qui se joue à 11 contre 11, dans l'exigence d'une maîtrise technique et une maîtrise de soi, et c'est toujours le meilleur qui mérite de gagner. Lors d'une finale de coupe du monde ou de coupe d'Afrique, même si notre pays n'est pas présent sur le terrain, ne sommes-nous pas capables de vibrer en regardant les deux équipes dont le jeu est sensé être le meilleur du moment ?

Allons-nous laisser le terrain du football envahi par la haine ou allons-nous botter le tribalisme en touche ?

● Eulalie MZ

avec la contribution de Habib Traoré.

Portrait

Et si j'étais présidente de la RD Congo ?

Quand la souffrance de la femme engendre le rêve



Mère de dix enfants dont le père vit de la débrouillardise, Furaha Berthe M'Bujiriri est loin d'atteindre la cinquantaine. Elle est vendeuse de braises au marché de Nyawera en pleine ville de Bukavu. Elle oublie un peu ses braises, elle rêve d'être présidente de la République, elle prend des décisions et pas les moindres. Pourtant, elle vit le « qui cherche », une vie au jour le jour qui ne permet pas d'épargner. Elle n'a peut-être pas d'argent, mais bien des idées. D'ailleurs, virtuellement, elle est la présidente du Congo.

Que ses mains soient sales ne la préoccupe pas, ce qui importe c'est de dire ce qu'elle ferait pour son pays. Le rêve de Berthe est tout à fait légitime. Elle a vu des hommes se succéder à la tête du pays mais elle trouve que leurs réponses aux problèmes cruciaux ne demeurent que des slogans de campagne. ●●●

●●● « Présidente ? Je le suis déjà. Et pourquoi ? Parce que je connais les problèmes de la population. J'ai des solutions et je suis sûre que le peuple me donnera raison. » Notre vendeuse de braises prend l'allure d'une cheffe, oubliant qu'elle était devant ses sacs et sa clientèle: « Aux commandes du pays, je ne dois plus dormir avant de résoudre ces problèmes qui me tiennent à cœur. Je vais contacter mes homologues dans les pays où leurs armées sont efficaces en vue d'entamer une coopération militaire. Des grands formateurs viendront former nos militaires avec rigueur. »

Elle retient son souffle, puis elle poursuit en me fixant droit dans les yeux : « Dans mon armée, je ne peux admettre de voyous, d'assassins ou de bandits, je veux des hommes intelligents, consciencieux et forts. » Je vois une larme couler sur sa joue gauche. Je me garde de la questionner sur un épisode sans doute douloureux avec des hommes en armes ... Elle sèche ses larmes et poursuit, regardant les badauds qui assistent à ses propos : « Une fois la formation de nos soldats terminée, je vais les envoyer seuls dans les forêts du Congo pour chasser les groupes armés étrangers. Leurs stratégies viseront à ne pas les enfoncer dans la forêt mais bien à leur ouvrir une sorte de couloir pour les orienter vers la frontière par laquelle ils sont entrés. Notre police aussi for-

mée y sera présente, prête à les désarmer avant qu'ils ne sortent du pays. Comme ça, ils ne vont pas se mettre à tuer là-bas. Leur Etat va s'en occuper... »

Puis, elle ajoute : « A partir de ce moment-là, dans les milieux ruraux, les femmes et les hommes, sans attendre que je le leur demande, iront aux champs sans peur d'être violés ou tués. Après quelques mois, il y aura du riz produit à Shabunda, à Mwenga ; des bananes plantains, des courges, de l'huile de palme et tout ce qu'on ne trouve plus sur le marché en ville. » Elle réfléchit une minute et puis reprend : « Sur base des listes des ingénieurs formés ces dernières années, mon gouvernement va se charger de les envoyer en formation dans les pays où ils savent construire des routes. Au bout de six mois, ils vont revenir en faire ici, en commençant par les milieux ruraux. Je me vois déjà en train de visiter ces routes. Les mamans pourront facilement acheter du sucre, du savon, des poissons et des habits à moindre frais parce que les commerçants seront contrôlés ; ils ne vont plus fixer les prix comme ils veulent car ils n'auront plus de prétextes fantaisistes : les routes seront bonnes, les tracasseries finies, les services de l'Etat assurés. S'ils résistent, on les enverra en prison car pour ce pays, il faut commencer par donner des exemples. » Et de s'exclamer avec émotion : « Il ne sera plus question de voir des délinquants se promener dans les rues de la ville ! Rhwa bwine mingi wa [On aura tout vu !] dans mon pays ! » Elle montre alors du doigt les enfants qui vendent des sachets et dit :

« Vous voyez, sous mon règne, il n'y en aura plus. Je vais confier tous les ministères en charge de l'argent et des actions stratégiques aux femmes intelligentes et sérieuses car les femmes savent bien garder l'argent et donner à chacun sa part. Cet argent servira à payer les fonctionnaires, les enseignants et les militaires. Tous s'occuperont alors de leurs enfants, de nos enfants. Et personne ne verra plus jamais des « Mayibobo » [enfants de la rue] à Bukavu. Chaque jour, on se rendra compte que de nouvelles familles seront retournées au village puisqu'il n'y aura plus de guerre. Je vais demander au maire de rendre notre ville propre et aux autres autorités de s'occuper des constructions anarchiques... » Et notre présidente continue : « Je viendrai toujours à Bukavu pour tenir des meetings ouverts à tous et je poserai des questions au public sur la façon de travailler des uns et des autres. Ceux qui ne m'auront pas convaincu seront limogés ! » Berthe se met à rire.

« Ceci n'est qu'une introduction de mes intentions pour ce pays, conclut-elle. Ceci dit, qui va m'élire... ? Je n'ai pas d'argent pour la caution, rien pour battre campagne, rien pour intéresser mes électeurs. Oooh, mais je m'en fous », s'empresse-t-elle d'ajouter. « Je me considère comme présidente, je me console. Mes actions prioritaires, elles sont là, dans ma tête ! »

Combien de politiciens agissent sans programme ni priorité et n'atteignent pas le niveau de réflexion de cette femme ?

● Solange Lusiku

Le Souverain

Autorisation de parution
041/SGC/0001/93
Tel : (+243) 813185552
souverainjournal@yahoo.fr

Editrice responsable
Solange Lusiku Nsimire

Collaborateurs

Sylvain Akili
Eulalie Zawadi
Dieudonné Bakanirwa
Septime Wenu
David Keeka
Laurence Grun
Nadia El Abassi
Habib Traoré
Séraphin Kajibwami

In Memoriam



La grande famille de Norwegian Church Aid (NCA) a le profond regret d'annoncer le décès de Madame Liliane Chirezi, chargée de l'Administration et des Finances du bureau de NCA RDC/Bukavu. Veuve de feu BALUNGWE KAPE NIRI depuis 1995, Liliane laisse derrière elle trois orphelins âgés de dix-huit à quinze ans. Née à Bukavu, le 09.02.1972, elle a rendu l'âme le 23 janvier 2012 après une semaine de maladie. Que son âme repose en paix.

Tous les partenaires de NCA se joignent au journal Le Souverain pour présenter leurs condoléances les plus attristées à la famille de l'illustre disparue ainsi qu'à Norwegian Church Aid.